

LA POLITIQUE ÉLECTORALE DU P. C. F.

Pour la campagne électorale, le P.C. a sa campagne axée par les récents discours du Duclos et Thorez au Comité central (21-22-23 avril).

En voici le principal argument :

« En tout cas, ce qui ressort de tout ce qui s'est passé ces temps derniers, c'est que si quelque chose a été fait, c'est parce que les communistes étaient plus nombreux à la Constituante, au gouvernement.

« Et si on n'a pas pu faire davantage, c'est parce que les communistes n'étaient pas assez nombreux ni à l'assemblée, ni au gouvernement. » (Duclos.)

« Les communistes participent au gouvernement sans en assurer la direction. D'ailleurs, on a tout essayé, tous les hommes, tous les programmes ; il n'y a qu'un parti qu'on n'a pas essayé à la présidence du gouvernement : c'est le parti communiste. » (Duclos.)

Autrement dit, tout ce qui a été fait de bien dans les mois passés, est à l'actif du P.C. Tout ce qui cloche est à l'actif de ceux qui étaient avec lui au gouvernement.

Quel est l'actif dont se targue le P.C. ?

1. La bataille de la production.

« Après la bataille du charbon, il nous faut gagner la bataille de l'acier, des matériaux de construction, du textile. » (Thorez.)

La classe ouvrière « gagne » de plus en plus de ces batailles, mais sa situation va s'aggravant. (Voir les paragraphes de ces cahiers sur la production.)

2. Mais, cette « victoire du charbon » elle-même ne résoud rien pour l'économie de la France. Il faut importer du charbon. Le P.C. affirme :

« Il faut obtenir celui de la Ruhr, nous y avons légitimement droit. » (Thorez.)

A cela se rattache toute la politique préconisée par le P.C. envers l'Allemagne :

« Le rattachement économique et douanier de la Sarre à la France, l'internationalisation économique et politique de la Ruhr, et une occupation prolongée de la Rhénanie. » (Thorez.)

Deux de ces points ont été suivis après Versailles, en 1918, et ont contribué pour beaucoup au développement des nazis en Allemagne.

Quant à l'internationalisation économique et politique de l'Allemagne, comment et au profit de qui peut-elle être opérée ?

Les états vainqueurs ne peuvent plus assurer leur domination sur les peuples coloniaux. Ils ne pourront assujettir les travailleurs allemands qui commencent à se relever des années de défaite et de terreur.

Le charbon de la Ruhr, de la Sarre, ne servira pas plus les ouvriers de France que le charbon des mines de Lens. Il servira à enrichir de nouveaux exploiters, américains et anglais en premier lieu.

Avant la guerre, on produisait en France et dans le monde ; on produisait même beaucoup trop à certains mo-

ments et, pour pouvoir produire et exporter, les capitalistes ont été entraînés dans la guerre.

Pendant la guerre, on a produit en quantités énormes des moyens de destruction ; on ne transforme pas les usines pour la paix, alors que tout manque, parce que cela ne donnerait pas assez de profits.

Le P.C. cherche à tirer son épingle du jeu dans la question des salaires :

« L'augmentation de la production doit se traduire pour les travailleurs par une augmentation de salaires. » (Duclos.)

« Le système de l'augmentation des heures supplémentaires, la généralisation des primes au rendement sont la négation du blocage des salaires. » (Duclos.)

Il y a lieu de rappeler que mêmes ces mesures trompeuses (quelques sous et du surmenage aux ouvriers, des millions et des superprofits aux capitalistes, tel est le sens des primes au rendement) n'ont elles-mêmes été qu'une conséquence de la grève des imprimeurs des journaux parisiens, grève qui a été torpillée par le ministre staliniste du travail, Croizat. (Rappeler le conflit des imprimeurs de l'Humanité avec ce journal.)

4. Aux travailleurs, le P.C. demande des sacrifices :

« Il faut savoir sacrifier quelque chose pour sauver le reste. Nous avons montré ce que serait l'inflation pour les Français ayant des revenus fixes, pour les vieux travailleurs dont la retraite s'évanouissait, pour les retraités et les pensionnés. » (Duclos.)

Le P.C. ne peut se dissocier de toute la politique financière du gouvernement ; il a combattu l'échelle mobile, il a donné de misérables aumônes aux fonctionnaires.

« Ils n'ont pas tous bénéficiés des 1.000 francs demandés, mais ceux des petites catégories ont eu davantage. (C'est ainsi qu'un fonctionnaire marié, père de deux enfants, a obtenu une augmentation de 1.300 à 1.700 francs par mois. » (Thorez.)

Thorez veut montrer jusqu'où va sa générosité :

« Pour les traitements moyens, l'amélioration a été moins forte. Quant aux ambassadeurs à 400.000 francs, ils n'ont rien eu. »

Le cantonnier ou le lampiste auraient tort de se plaindre !

5. Mais, tandis que le travailleur doit faire des sacrifices :

« Les épargnants, les possesseurs de titres, d'actions, d'obligations, doivent pouvoir se sentir rassurés. Nous entendons ne rien faire qui puisse les inquiéter. » (Duclos.)

« Il faut rendre aux syndicats (patronaux) et aux chambres de commerce des attributions que l'Etat n'est pas à même d'assurer convenablement. » (Duclos.)

L'Etat capitaliste — auquel participent les dirigeants du P.C. — peut assurer convenablement une exploitation des mineurs et autres prolétaires qui

ne veulent plus travailler pour un patronat de combat, l'Etat capitaliste peut empêcher les ouvriers de gagner des salaires leur permettant de vivre, l'Etat capitaliste peut assurer des revenus sûrs aux capitalistes dont les entreprises doivent être nationalisées ; l'Etat capitaliste peut organiser la Société pour la guerre au profit des capitalistes ; l'Etat capitaliste peut faire la guerre aux peuples coloniaux. Tout cela avec le concours des dirigeants du P.C.

6. L'argument que le P.C. est prêt à prendre en mains le ravitaillement est démagogique, car il survient seulement quand l'hiver touche à sa fin et qu'une amélioration est inévitable. A la formation du gouvernement, tous les partis, y compris le P.C., se sont récusés pour le ravitaillement.

Le ravitaillement ne pourra être décisivement amélioré que lorsqu'il ne dépendra pas d'un état boursouflé et vénal, mais se trouvera organisé et contrôlé par des comités de travailleurs, de ménagères, de paysans pauvres.

7. Le P.C. exprime, quoique avec sourdine, certaines attaques contre le tripartisme :

« A ceux qui prétendaient qu'un gouvernement biparti n'aurait pas la majorité suffisante pour vivre, les récents scrutins ont donné un démenti indiscutable. » (Duclos.)

« Le maintien de l'actuelle formule gouvernementale jusqu'au mois de juin ne préjuge en rien ce que sera le gouvernement après les élections, après une bataille qui aura mis aux prises les partisans et les adversaires de la Constitution de la République française. » (Thorez.)

Nous dénonçons cette argumentation staliniste pour plusieurs raisons :

a) tout d'abord, elle est purement basée sur le plan parlementaire :

— une majorité suffisante pour vivre,
— une majorité de gauche avec les voix de nombreux républicains ;

b) elle est équivoque quant à l'avenir : « ne préjuge en rien de ce que sera le gouvernement après les élections » ;

— on y retrouve non seulement le même crétinisme parlementaire, mais il n'est pas nettement question de rupture avec les partis bourgeois ;

c) elle rejette le tripartisme sur le P.S. Certes, celui-ci y tenait et y tient beaucoup. Mais le P.C. n'a jamais rien fait pour s'y opposer. Le P.C. qui sait faire des campagnes de masses, qui prétend avant tout disposer du « ministère des masses » n'a jamais proposé le bipartisme ailleurs que dans les conversations parlementaires ; il n'a jamais tenté de mobiliser les travailleurs sur ce point, car il ne veut pas plus que le P.S., d'une combinaison qui placerait ces deux partis face à face avec la classe ouvrière et qui, s'il y avait quelque « danger parlementaire » de la part de la bourgeoisie, pourrait difficilement ne pas recourir à l'intervention des masses :

d) le bipartisme si doucement sussuré par le P.C. ne se présente qu'avec un programme démocratique, sur la base